



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n°27 du 1^{er} juin 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 juin 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	635
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	635
MISSION ECONOMIQUE	635
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 8 avril 2010	635
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 18 mai 2010	635
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	635
Bureau de la citoyenneté	635
Extrait de l'arrêté du 18 mai 2010 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux pour l'élection municipale à Pont-à-Mousson des 6 et, éventuellement, 13 juin 2010.....	635
Bureau des réglementations.....	636
Extrait de l'arrêté modificatif du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU	636
Extrait de l'arrêté modificatif du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT.....	636
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	636
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	637
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT	637
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE	638
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	638
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	639
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	639
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	639
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS LES NANCY	640
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT	640
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON.....	641
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	641
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU	641
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY	642
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BATILLY.....	642
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CIREY SUR VEZOUZE	643
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY	643
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES MAISONS	643
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	644
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	644
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	645
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	645
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY	645
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON	646
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	646
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY.....	646
Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY	647
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	647
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités	647
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n°2010-DCTAJ/ 1- 013 (Moselle/Meurthe-et-Moselle) en date du 11 mai 2010 portant dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement touristique des sites du Pérotin.....	647
Extrait de l'arrêté du 28 mai 2010 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique dénommé "SIVU- Structure multi-accueil – Crèche d'ATTON" ainsi que les statuts annexés.....	648
Bureau des procédures environnementales.....	649
Extrait de l'arrêté du 18 mai 2010 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la déviation partielle de la ligne à 63 kV ERROUVILLES – MOULAIN – AUBERIVES et emportant modification des plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme de HUSSIGNY-GODBRANGE, VILLERS-LA-MONTAGNE	649
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	649
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	649
Convention de transfert des biens propres de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à l'agence régionale de santé de Lorraine du 23 mars 2010.....	649
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE	650
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°55/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS E tablissement : 540 000 015.....	650
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°56/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	650
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°57/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	650
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°59/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 54 0 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	651
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°60/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	651
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°61/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 00 0 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	651
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°62/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	651
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°63/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	652
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°64/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	652
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°66/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	652
Direction Générale.....	652
Extrait de l'arrêté n°33 du 5 mai 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU.....	652
Direction de la Performance et de la Gestion du Risque Assurantiel	653
Service produits de santé et de la biologie.....	653
Arrêté n°2010-04 en date du 16 avril 2010 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires Départementales de Meurthe-et-Moselle.....	653
Département de l'Accès à la Santé	660
Extrait de l'arrêté n°2010-12 du 25 mai 2010 portant radiation de l'agrément n°83 : AMBULANCES DE L' ABBAYE, 6 chemin du Liaro - 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE	660
Extrait de l'arrêté n°2010-13 du 25 mai 2010 portant modification de l'agrément n°158 de l'entreprise de transports sanitaires pour l'établissement secondaire de la SAS 2000 & WELSCH : AMBULANCE 2000 et TAXI 2000, 35 avenue de l'Europe - 54300 MONCEL LES LUNEVILLE	660

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE	661
Extrait de l'arrêté du 19 mai 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe et Moselle (IDCC n°9541).....	661
Avenant n°78 du 19 janvier 2010 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – IDCC 9541.....	661
Extrait de l'arrêté du 19 mai 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe et Moselle (IDCC n°9542)	662
Avenant n°84 du 20 janvier 2010 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle – IDCC 9542.....	662
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	663
Division d'exploitation de Metz	663
Extrait de l'arrêté n°2010-DIR-Est-M-54-029 en date du 18 mai 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 0+000 au PR 3+500	663
Extrait de l'arrêté n°2010-DIR-Est-M-54-032 en date du 20 mai 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection du Viaduc de FROUARD sur A31	664
Extrait de l'arrêté n°2010-DIR-Est-M-54-033 en date du 21 mai 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 20+300 au PR 18+000	665
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	667
Service agriculture, forêt, chasse	667
Extrait de l'arrêté n°140 du 22 avril 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres	667
Extrait de l'arrêté n°141 du 19 avril 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Piennes	668
Extrait de l'arrêté n°161 du 19 avril 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Norroy-lès-Pont-à-Mousson	668
Extrait de l'arrêté n°178 du 19 avril 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée d'Eply	669
Extrait de l'arrêté n°179 du 22 avril 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Mairy-Mainville	669
Extrait de l'arrêté 2010/n°206/AFC du 12 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - Campagne 2010.....	669
Extrait de l'arrêté 2010/n°218/AFC du 12 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de la mesure agroenvironnementale rotationnelle 2 - Campagne 2010	670
Extrait de l'arrêté n°224 du 26 mai 2010 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2010-2011	671
Service aménagement durable, urbanisme, risques	672
Extrait de l'arrêté de cessibilité n°08 DDT 10 ADU R/AJ du 21 mai 2010 - Commune de VILLE EN VERMOIS - Aménagement de la ZAC Moussières/Corvée Moutarde	672
Service environnement, eau et biodiversité	672
Extrait de l'arrêté n°BV – 001 – 2010 du 26 mai 2010 portant transfert, au profit de la SARL DIRECT ENERGIE HYDRO, du règlement d'eau de l'usine hydroélectrique "Les Grands Moulins", sise sur le territoire de la commune de LUNEVILLE	672
Service habitat	673
Extrait de l'arrêté HAB 2010/07 du 18 mai 2010	673
AVIS ET COMMUNICATIONS	673
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	673
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	673
Service aménagement durable, urbanisme, risques	673
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°38113 du 1er juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILLE EN VERMOIS	673
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°40386 du 31 mai 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BARISEY LA COTE	673
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°42151 du 31 mai 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MANONVILLER	673

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 8 avril 2010**

La commission nationale d'aménagement commercial (CNAC) s'est réunie le 8 avril 2010 pour examiner la demande présentée par l'établissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) portant sur :

- la création d'un ensemble commercial d'une surface de vente totale de 2 235 m² comprenant un commerce de détail à prédominance alimentaire de 950 m² à l'enseigne « la belle vie » et une galerie marchande de 12 cellules commerciales et de services d'une surface de vente totale de 1 285 m², situé à NANCY, quartier du Haut du Lièvre.

Elle a décidé d'accorder l'autorisation sollicitée.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de NANCY.

Nancy, le 27 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 18 mai 2010

Réunie le 18 mai 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a autorisé la SCI HOUDCOURT, en qualité de propriétaire, à procéder à l'extension du magasin de jouets à l'enseigne MAXITOYS, situé RD570 à HOUEMONT, de 330 m² portant la surface totale de vente à 1310 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de HOUEMONT.

Nancy, le 19 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau de la citoyenneté***Extrait de l'arrêté du 18 mai 2010 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux pour l'élection municipale à Pont-à-Mousson des 6 et, éventuellement, 13 juin 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Pour donner droit à remboursement, les circulaires et les bulletins de vote des candidats tête de liste à l'élection municipale des 6 et, éventuellement, 13 juin 2010 à Pont-à-Mousson, doivent être imprimés sur du papier de qualité écologique qui remplit l'une des deux conditions suivantes :

- papier contenant au moins 50% de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Article 2 : Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux aux candidats tête de liste à l'élection municipale des 6 et, éventuellement, 13 juin 2010 à Pont-à-Mousson, sont fixés comme suit :

. Circulaires :

Les déclarations de format 210 x 297 millimètres sont imprimées sur papier blanc ou de couleur dont le grammage est compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré. La combinaison des trois couleurs (bleu, blanc et rouge), à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique, est interdite.

Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des déclarations sont fixés comme suit :

- recto : 399,00 € HT les 10 000 exemplaires
- recto-verso : 473,00 € HT les 10 000 exemplaires

. Bulletins de vote :

Les bulletins de vote de format 210 x 297 millimètres sont imprimés en une seule couleur (caractères, illustrations, emblème éventuel, etc.) et exclusivement sur papier blanc dont le grammage est compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré.

Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des bulletins de vote sont fixés comme suit :

- recto : 626,00 € HT les 21 000 exemplaires
- recto-verso : 742,00 € HT les 21 000 exemplaires

. Affiches :

Les affiches imprimées sur papier blanc sont interdites (sauf lorsqu'elles sont recouvertes de caractères ou d'illustrations de couleur) de même que celles comprenant une combinaison des couleurs bleu, blanc et rouge, à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique.

- Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des grandes affiches (largeur maximale de 594 millimètres et hauteur maximale de 841 millimètres) sont fixés comme suit : 368,00 € HT les 24 exemplaires ;
- Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des petites affiches (largeur maximale de 297 millimètres et hauteur maximale de 420 millimètres) sont fixés comme suit : 107,00 € HT les 24 exemplaires.

. Apposition :

Les tarifs maxima pour les frais d'apposition sont fixés comme suit :

- affiche format 594 x 841 millimètres : 2,00 € HT l'unité
- affiche format 297 x 420 millimètres : 0,90 € HT l'unité

Article 3 : Tous les tarifs visés au présent arrêté doivent inclure les prestations obligatoires qui ne peuvent donner lieu à remboursement supplémentaire (achat du papier et de l'encre, composition, montage, corrections d'auteurs, façonnage, massicotage, emballage, pliage, transport, livraison).

Article 4 : Le remboursement des frais d'impression s'effectue dans la limite du tarif le moins élevé entre le département du lieu d'impression et le département de la préfecture qui assure le remboursement.

Article 5 : Le remboursement aux candidats tête de liste ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés à l'un des deux tours de scrutin, s'effectuera sur présentation des pièces justificatives suivantes à adresser à la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

- Les factures correspondant aux impressions des déclarations, bulletins de vote et affiches, libellées au nom du candidat tête de liste et accompagnées d'un relevé d'identité bancaire et d'une éventuelle subrogation ;
- Les factures correspondant à l'affichage, libellées au nom du candidat tête de liste et accompagnées d'un relevé d'identité bancaire et d'une éventuelle subrogation.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la présidente de la commission de propagande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté modificatif du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} – La SAS OUXAL (magasin INTERMARCHE) est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 19 caméras, au magasin situé Avenue de l'Europe à LAXOU (54520) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.01.0047**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M Pascal DI CATERINA, président directeur général.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. Pascal DI CATERINA, président directeur général ;
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- au maire de LAXOU.

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOMECOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} – M. VALTON, président directeur général de la S.A. LEXIME (BRICOMARCHE), est autorisé à installer au magasin BRICOMARCHE situé au N°19 ZAC rue du haut des Tappe s à HOMECOURT (54310) un système de vidéosurveillance comportant 20 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.02.0055**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. VALTON, président directeur général

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. VALTON, président directeur général
- M. le maire de HOMECOURT
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- M. le sous-préfet de BRIEY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le cabinet GACON et Associés Assurances représenté par M. Thierry THOUILLLOT, gérant, est autorisé à installer au N°17 route de Mirecourt à VANDOEUVRE (54500) un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0037**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Thierry THOUILLLOT, gérant de cabinet d'assurance

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thierry THOUILLLOT, représentant le cabinet GACON et Associés Assurances

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de VANDOEUVRE

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Mme Marie-Pierre GABRIEL gérante de la bijouterie GALAND, est autorisée à installer au N° 13 rue Gambetta à TOUL (54200) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0050**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Marie-Pierre GABRIEL, gérante de la bijouterie

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Marie-Pierre GABRIEL gérante de la bijouterie

- Mme le maire de TOUL

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

- M. le sous-préfet de TOUL

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Lionel MICHEL, directeur général de la bijouterie joaillerie LEVY BOUVIER, est autorisé à installer au N°8 allée des Peupliers à HOUEMONT (54180) un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0051**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Lionel MICHEL, directeur général de la bijouterie

- Mme Jocelyne MICHEL, présidente directrice générale

- Mme Céline FLORENTIN, responsable commerciale

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Lionel MICHEL, directeur général
 - Mme le maire de HOUEMONT
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – LA POSTE – Direction de l'enseigne Lorraine Sud, est autorisé à installer à la Poste dans son agence située au N°46 rue Carnot à DOMBASLE SUR MEURTHE (54110) un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0052**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté
- M. Roger MANGIN, directeur d'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable de la sûreté
 - M. le maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le Conseil Régional de Lorraine est autorisé à installer au N°43 boulevard Albert 1er à NANCY (54000) - Région Lorraine - service de gestion des ATEE- un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0055**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Philippe PAVUE, Administrateur réseau
- M. Julien GUYON, Ingénieur réseau
- M. Christophe DELANAUX, Directeur des Services Généraux
- M. Bruno VALENTE, Adjoint au Directeur des Services Généraux
- La Société TAS, télésurveilleur
- Sté VISEOX/SIRCOM, Service technique du fabricant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christophe DELANAUX, Directeur des Services Généraux
 - M. le Maire de NANCY
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Le Conseil Régional de Lorraine, est autorisé à installer au service régional de l'inventaire de la région lorraine situé N°29 rue du haut Bourgeois à NANCY (54000) un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0056**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Philippe PAVUE, Administrateur réseau
- M. Julien GUYON, Ingénieur réseau
- M. Christophe DELANAUX, Directeur des Services Généraux
- M. Bruno VALENTE, Adjoint au Directeur des Services Généraux
- La société TAS, Télésurveilleur
- Sté VISEOX/SIRCOM, Service technique du fabricant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christophe DELANAUX, Directeur des Services Généraux
 - M. le Maire de NANCY
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Henri COGET Président Directeur Général de l' INTERMARCHÉ - SAS KAREILLIS, est autorisé à installer au N° 153 avenue du 15ème Génie à TOUL- ECROUVES (54200) un système de vidéosurveillance comportant 13 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0057**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Henri COGET, Président Directeur Général

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Henri COGET, président directeur général
 - Mme le maire de TOUL
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
 - M. le sous-préfet de TOUL
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La SAS ED supermarché de discount alimentaire représentée par M. Eric PRUDHOMME, est autorisée à installer au N° 15 rue de Norvège à VANDOEUVRE (54500) un système de vidéosurveillance comportant 16 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0058**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Eric PRUDHOMME, responsable régional de sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Eric PRUDHOMME, responsable régional de sécurité
 - M. le maire de VANDOEUVRE
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Joseph ZANGARE, Président Directeur Général de la S.A VIRLIE « ECOMARCHE CLAIRLIEU », est autorisé à installer au N° 110 avenue Paul Muller à VILLERS LES NANCY (54600) un système de vidéosurveillance comportant 15 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0059**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Joseph ZANGARE, président directeur général

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Joseph ZANGARE, président directeur général
 - M. le maire de VILLERS LES NANCY
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL (discount alimentaire) représentée par M Emmanuel SOLOFRIZZO est autorisée à installer dans son magasin situé RN 57 lieu dit « la Fosse » à HOUEMONT (54180) un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0060**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional
- M. Arnaud VAUTRIN, responsable des ventes
- M. Yohann PALLIER, responsable adjoint des ventes
- M. Olivier IUNG, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO directeur régional
 - Mme le maire de HOUEMONT
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Mme Sandrine ALVES gérante de la EURL FADO ANDEILSON, salon de coiffure « Jean-Louis DAVID » est autorisée à installer au centre commercial - 1015 chemin de la Corderie à PONT-A-MOUSSON (54700) un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0062**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Sandrine ALVES gérante de la EURL FADO ANDEILSON, salon de coiffure « Jean-Louis DAVID »

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Sandrine ALVES gérante de la EURL FADO ANDEILSON, salon de coiffure « Jean-Louis DAVID »

- M. le maire de PONT A MOUSSON

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Mme SINDONINO Yolande gérante de SELF Euro Services - Station de Lavage est autorisé à installer au N°76 avenue Jean Jaurès à TOUL- Saint-Evre (54200) un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0063**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Yolande SINDONINO, gérante

- M Thibaut SINDONINO

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Yolande SINDONINO, gérante

- Mme le maire de TOUL

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

- M. le sous-préfet de TOUL

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société JFM LAVAGE – station de lavage automobile, est autorisé à installer au centre commercial « la cascade » à LAXOU (54520) un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0064**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Jean-François MAGDZIAREK gérant

- M. Quentin MAGDZIAREK, employé

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-François MAGDZIAREK gérant
 - M. le maire de LAXOU
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Denis BUFFA gérant de la société EASY CASH – sarl END - est autorisé à installer au N°4 rue d'Alberville à VANDOEUVRE (54500) un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0067**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Denis BUFFA, gérant
- Mme Evelyne BUFFA
- M. Frédéric MATHIEU, directeur

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Denis BUFFA, gérant
 - M. le maire de VANDOEUVRE
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BATILLY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La commune de BATILLY est autorisée à installer au N°12 ter avenue des Tilleuls à BATILLY (54980) un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0068**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Robert DEFER, Maire
- Mme Marie Christine RIGGI, secrétaire de mairie
- Mme Livia ZANETTE, première adjointe

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Robert DEFER, maire de BATILLY
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
 - M. le sous-préfet de BRIEY
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à CIREY SUR VEZOUZE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – M. Fabrice EHRLE, gérant de la SARL "boulangerie des trois Sapins", est autorisé à installer au n°13 place du Général Leclerc à CIREY-SUR-VEZOUZE (54480) un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0069**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Fabrice EHRLE, gérant
- M. Edwige CLEMENT, associée
- Mme Josiane EHRLE, associée

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Fabrice EHRLE gérant de la boulangerie
- M. le maire de CIREY-SUR-VEZOUZE
- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – Mme Brigitte CUREL gérante du supermarché SHOPI, est autorisée à installer au N°25 rue de Metz à BRIEY (54150) un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0071**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- Mme Brigitte CUREL gérante
- M. Alain LEINDECKER, adjoint
- Mme Annie HEMONET adjointe crèmerie

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Brigitte CUREL gérante du supermarché
- M. le maire de BRIEY
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- M. le sous-préfet de BRIEY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société SNC DAVID « La Gauloise Blonde » représentée par M. David LEGROS, gérant, est autorisé à installer au N°32 rue Aristide Briand à NEUVES MAISONS (54230) un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0073**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. David LEGROS, gérant
- M. Fatima LEGROS, gérante
- Mme Fabienne PALINIEWICZ, employée

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. David LEGROS, gérant
 - M. le maire de neuves maisons
 - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – M.François BLUNTZER, gérant de la Boucherie Charcuterie Traiteur Sarl BLUNTZER est autorisé à installer au N° 17 rue de Viller à LUNEVILLE (54300) un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0074**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M.François BLUNTZER gérant
- M Cyril BLUNTZER gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. François BLUNTZER, gérant
 - M. le maire de LUNEVILLE
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
 - M. le sous-préfet de LUNEVILLE
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – l'autorisation susvisée du 27 mai 1997 modifiée, est renouvelée pour l'installation de 5 caméras, à l'agence située au n°4 bis boulevard de la Mothe à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0081**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- le directeur d'agence
- le service de la direction des risques et de la conformité
- les services GED - service sécurité
- le prestataire Technique (avec autorisation)

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux :

- responsable de la sécurité
 - directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
 - maire de NANCY.
- Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – l'autorisation susvisée du 20 mai 1997 modifiée, est renouvelée pour l'installation de 9 caméras, au bureau de poste situé au n° 133 rue du Sergent BLANDAN à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0233**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M Michel GEORGE, responsable du service sûreté.

- M. Michel ADAM, directeur de l'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable du service de la sûreté

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

- au maire de NANCY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – l'autorisation susvisée du 20 mai 1997 modifiée, est renouvelée pour l'installation de 9 caméras, au bureau de poste situé au n° 22 rue de Boudonville à NANCY (54000) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0234**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M Michel GEORGE, responsable du service sûreté.

- M. Michel ADAM, directeur de l'établissement

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable du service de la sûreté

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

- au maire de NANCY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BRIEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – l'autorisation susvisée du 20 juin 1997, est renouvelée pour l'installation de 1 caméra à l'agence BNP située au N°10 avenue Foch à BRIEY (54150) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0257**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence, responsable point de vente.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable des systèmes vidéo de la Banque Nationale de Paris Paribas
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- au maire de Briey
- au sous-préfet de BRIEY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – l'autorisation susvisée du 20 juin 1997, est renouvelée pour l'installation de 1 caméra à l'agence BNP située place Duroc à PONT à MOUSSON (54700) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0266**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence, responsable point de vente.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable des systèmes vidéo de la Banque Nationale de Paris Paribas
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- au maire de PONT à MOUSSON

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – l'autorisation susvisée du 20 juin 1997, est renouvelée pour l'installation de 1 caméra à l'agence BNP située au N°20 rue du docteur CHAPUIS à TOUL (54200) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0268**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence, responsable point de vente.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable des systèmes vidéo de la Banque Nationale de Paris Paribas
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- à madame le maire de TOUL
- au sous-préfet de TOUL

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – l'autorisation susvisée du 19 juin 1998 modifiée, est renouvelée pour l'installation de 7 caméras, au bureau de poste situé 9 Square de Liège à VANDOEUVRE (54500) lieu-dit "Montet Octroi", en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.98.0032**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M Michel GEORGE, responsable du service sûreté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable du service de la sûreté
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- au maire de VANDOEUVRE les NANCY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 mai 2010 portant renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation susvisée du 15 juin 1999, est renouvelée pour l'installation de 1 caméra à l'agence BNP située au N°16 rue de Mercy à LONGWY (54400) en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.99.0021**

Article 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable de l'agence, responsable point de vente.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au responsable des systèmes vidéo de la Banque Nationale de Paris Paribas
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- au maire de LONGWY
- au sous-préfet de BRIEY

Nancy, le 17 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des réglementations,
Antoinette AUDIA

Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2010-DCTAJ/ 1- 013 (Moselle/Meurthe-et-Moselle) en date du 11 mai 2010 portant dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement touristique des sites du Pérotin

Le préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Article 1er - Est autorisée la dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement touristique des sites du Pérotin dans les conditions prévues aux délibérations visées ci-dessus.

Article 2 - Sous réserve des droits des tiers, et nonobstant la date du présent arrêté, le président du syndicat et le comptable du trésor sont autorisés à procéder, le cas échéant, aux opérations nécessaires à la clôture définitive de l'exercice comptable.

Article 3 - Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées en préfecture.

Article 4 - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Thionville et Briey, les Trésoriers-Payeurs Généraux de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal, les maires des communes membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

METZ le 11 mai 2010

NANCY le 11 mai 2010-

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Francis TREFFEL

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 28 mai 2010 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique dénommé "SIVU- Structure multi-accueil – Crèche d'ATTON" ainsi que les statuts annexés

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Est autorisée, entre les communes d'Atton, Bezaumont, Landremont, Loisy, Morville-sur-Seille, Port-sur-Seille, Sainte-Geneviève et Ville-au-Val, la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique qui prend la dénomination de "SIVU - Structure multi-accueil crèche d'Atton " ;

Article 2 : Le syndicat a pour objet la gestion d'une structure multi-accueil d'une capacité de 25 places maximum "

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est situé à la crèche d'Atton – 3 rue des Dames à Atton (54700).

Article 5 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 1 délégué suppléant.

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Pont-à-Mousson.

Article 7 : Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le gérant intérimaire de la Trésorerie Générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Structure Multi-accueil - Crèche d'ATTON
STATUTS

1. Constitution
2. Objet
3. Périmètre d'intervention
4. Siège
5. Durée
6. Comité Syndical
7. Administration du Comité Syndical
8. Dispositions financières
9. Contribution financière des collectivités
10. Accès aux services pour les communes
11. Inventaire permanent
12. Modification, admission et retrait
13. Dispositions générales

Article 1 -- CONSTITUTION

Il est créé un Etablissement Public de Coopération Intercommunal qui prend la dénomination suivante : SIVU " STRUCTURE MULTI-ACCUEIL CRECHE D'ATTON ".

Ce Syndicat Intercommunal à Vocation Unique est constitué entre les communes de :

- Atton, Bezaumont, Landremont, Loisy, Morville-sur-Seille, Port-sur-Seille, Sainte-Geneviève et Ville-au-Val.

Article 2 -- OBJET

Le SIVU a pour objet d'associer les collectivités membres en vue d'exercer une compétence de service public présentant une utilité pour chacune d'entre elles.

Il exerce de plein droit, en lieu et place des collectivités membres, la compétence suivante :

" Gestion d'une structure multi-accueil d'une capacité de 25 places maximum "

Article 3 -- PERIMETRE D'INTERVENTION

Le champ d'action du Syndicat est limité au territoire des collectivités membres. L'équipement géré par le SIVU pourra toutefois être utilisé par des collectivités locales et entreprises hors périmètre. Dans ce cas, une convention entre le Syndicat et la collectivité ou l'entreprise qui le demandera en déterminera les modalités et les conditions financières, suivant les dispositions de l'article L 1311-7 modifiée L1311-15 du code général des collectivités territoriales.

Article 4 -- SIEGE

Le siège du SIVU est sis : Multi-accueil - Crèche d'ATTON -3 Rue des Dames-54700 ATTON.

Article 5 -- DUREE

Le SIVU est institué à partir de l'arrêté du représentant de l'Etat pour une durée illimitée.

Article 6 -- COMITE SYNDICAL

Le SIVU est administré par un organe délibérant dénommé "Comité Syndical", composé de délégués des collectivités membres selon la répartition suivante :

Chaque collectivité est représentée par deux délégués titulaires et un délégué suppléant, élus par chacun des conseils municipaux des communes membres, suivant les dispositions des articles L 5211-6, L 5211-7 et 5211-8 du CGCT.

Article 7 -- ADMINISTRATION DU COMITE SYNDICAL

Le comité élit parmi ses membres un bureau composé de :

- un Président,
- de(s) vice-Président(s), nombre par décision du Comité Syndical,
- de(s) membre (s).

Le bureau peut recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité Syndical, suivant les dispositions de l'article L 5211-10 du CGCT.

Article 8 -- DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Receveur Syndical :

Les règles de la comptabilité publique s'appliquent à la comptabilité du Syndicat.

Le budget du Syndicat pourvoit :

- au budget d'investissement du bâtiment,
- au budget de fonctionnement des services gérés par le SIVU.

Les recettes :

- la contribution des collectivités associées,
- les subventions de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle (au titre du Contrat Enfance Jeunesse principalement),
- les participations de collectivités locales situées hors périmètre SIVU et d'entreprises utilisatrices de la crèche, en échange d'un service rendu,
- les subventions de tout autre partenaire financier, et les dons éventuels.

Les dépenses :

Elles sont constituées :

- des frais de gestion administrative et financière du SIVU,
- des frais de fonctionnement de la structure engagés par le gestionnaire de la crèche.

La copie des budgets et des comptes administratifs du SIVU est adressée chaque année aux Maires des collectivités membres pour communication à leurs conseils respectifs.

Article 9 -- CONTRIBUTION FINANCIERE DES COLLECTIVITES

La contribution de chacune des collectivités adhérentes aux dépenses supportées par le SIVU est calculée conformément à la règle suivante, applicable au fonctionnement du SIVU :

- 34 % proportionnellement au nombre d'heures de garde payées par les familles par collectivités (année N-1),
- 33 % proportionnellement au potentiel fiscal de chacune des collectivités (chiffre Préfecture),
- 33 % proportionnellement au nombre d'habitants de chacune des collectivités (chiffre INSEE selon dernier recensement disponible).

Article 10 -- ACCES AUX SERVICES POUR LES COLLECTIVITES

Les conditions d'accès aux services du multi-accueil seront définies dans le règlement intérieur.

Article 11 -- INVENTAIRE PERMANENT

Le bureau du SIVU procédera dès son entrée en fonction, contradictoirement avec des représentants des collectivités adhérentes, à l'établissement :

- d'un état de l'immeuble et de ses installations,
- d'un inventaire du mobilier et du matériel pédagogique.

Le gestionnaire s'engage à assurer l'entretien des biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition et à les restituer à la collectivité propriétaire, en cas de dissolution du SIVU ou de cessation d'activité de la structure multi-accueil.

Le Président du SIVU tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel acquis par le Syndicat.

Article 12 -- MODIFICATION, ADMISSION ET RETRAIT

Les modifications aux présents statuts, admissions ou retrait de nouvelles collectivités, suivent les dispositions prévues aux articles L 5211-17 à L 5211-20-1 du CGCT.

Article 13 -- DISPOSITIONS GENERALES

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts sont réglées conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et conformément au règlement intérieur du SIVU qui sera adopté par le Comité Syndical dans un délai de 6 mois maximum après création du syndicat.

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Nancy, le 28 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 18 mai 2010 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la déviation partielle de la ligne à 63 kV ERROUVILLES – MOULAIN – AUBERIVES et emportant modification des plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme de HUSSIGNY-GODBRANGE, VILLERS-LA-MONTAGNE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la déviation partielle de la ligne à 63 kV ERROUVILLES – MOULAIN – AUBERIVES sur le territoire des communes d'HAUCOURT-MOULAIN, HUSSIGNY-GODBRANGE et VILLERS-LA-MONTAGNE.

Article 2 : Le présent arrêté emporte modification des plans d'occupation des sols d'HUSSIGNY-GODBRANGE et VILLERS-LA-MONTAGNE, conformément aux documents annexés audit arrêté, à savoir :

- pour VILLERS-LA-MONTAGNE : le plan de zonage au1/2000 et le règlement des zones 1 ND et 1 NC
- pour HUSSIGNY-GODBRANGE : le règlement de la zone NC

La mise à jour de ces plans d'occupation des sols s'effectuera conformément aux dispositions de l'article R. 123-22 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies d'HAUCOURT-MOULAIN, HUSSIGNY-GODBRANGE et VILLERS-LA-MONTAGNE. Il sera fait mention dans les annonces légales d'un journal local, le Républicain Lorrain de cet affichage. Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de BRIEY, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le Directeur départemental des territoires et les maires d'HAUCOURT-MOULAIN, HUSSIGNY-GODBRANGE et VILLERS-LA-MONTAGNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le Directeur de RTE EDF Transport SA.

Nancy, le 18 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Convention de transfert des biens propres de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à l'agence régionale de santé de Lorraine du 23 mars 2010

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6115-1 à L. 6115-10 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, notamment ses articles 129 et 130 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2007 portant détachement de Monsieur Marcel DOSSMANN à l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

Vu le décret du 2 octobre 2009 portant nomination du responsable préfigurateur de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

Vu la délibération n°14/10 du 23 mars 2010 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine relative à la dévolution des biens de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à l'agence régionale de santé de Lorraine ;

ENTRE :

L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, représentée par son directeur suppléant d'une part,

ET :

Le responsable préfigurateur de l'agence régionale de santé de Lorraine, d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - L'ensemble des biens propres de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine est transféré en pleine propriété et à titre gratuit à l'agence régionale de santé de Lorraine. La liste de ces biens est donnée dans l'annexe de la présente convention.

Article 2 - Le transfert intervient au jour de la création de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 3 - La présente convention sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Fait à Nancy, le 23 mars 2010

Le directeur
de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Le responsable préfigurateur
de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 55/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 928 035 € soit :

1) 2 914 646 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 552 406 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

165 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

14 416 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

347 172 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

487 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 9 889 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 3 500 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 56/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 787 303 € soit :

1) 1 700 866 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 630 483 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

9 649 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 424 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

56 708 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

602 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 55 410 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 31 027 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 57/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 558 519 € soit :

558 519 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

466 127 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

15 843 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

76 421 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

128 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,

Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 59/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 62 646 € soit :

62 646 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

62 646 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 60/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 209 321 € soit :

1) 3 110 036 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 789 394 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

36 732 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

565 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

279 202 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 143 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 61 012 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 38 273 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 61/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 349 494 € soit :

349 494 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

245 300 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

102 837 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 357 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 62/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 517 126 € soit :

1) 24 358 412 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

22 050 768 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

45 317 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

15 410 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

2 129 631 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

100 704 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

16 582 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 012 099 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 1 146 615 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N°63/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 661 354 € soit :

- 1) 3 178 340 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 978 271 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
194 935 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
5 134 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 477 114 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 5 900 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 64/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 92 647 € soit :

- 92 647 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
92 647 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 66/2010 du 20 mai 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 424 598 € soit :

- 1) 1 385 408 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 183 570 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
22 875 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 367 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
175 776 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
820 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 6 093 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 33 097 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Direction Générale

Extrait de l'arrêté n° 33 du 5 mai 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU

Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :
 - Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur le Docteur José FERNANDEZ, Psychiatre des Hôpitaux, Responsable du Pôle support médico-technique (fin du mandat en mai 2012).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Pascal NICOLLE, Infirmier, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » (fin du mandat en janvier 2011),
- Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
- Monsieur Thierry PECHEY, Infirmier Libéral (fin de mandat à la mise en place des conseils de surveillance).

b) Trois représentants des usagers :

- Monsieur André LOUP, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (fin du mandat en mai 2010),
- Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
- Madame Françoise TSCHINSCHANG, Enseignante, représentant l'Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs (fin du mandat en décembre 2013).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n°32 du 22 Février 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 mai 2010

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

*Direction de la Performance et de la Gestion du Risque Assurantiel
Service produits de santé et de la biologie*

Arrêté n° 2010-04 en date du 16 avril 2010 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires Départementales de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

ARRETE

Article 1er : les commissions administratives paritaires départementales compétentes à l'égard du personnel des établissements publics de santé sociaux et médico-sociaux de Meurthe-et-Moselle sont constituées comme suit :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

COMMISSION N°1

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	3	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	4	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale

COMMISSION N°2

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	6	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	7	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS
3	Mme GUILLOTIN Caroline Directrice M.R THIAUCOURT	8	Monsieur HURSON Bernard Directeur adjoint CPN LAXOU
4	M. MARTINEZ José Inspecteur ARS	9	Monsieur LEMOIGNE Jean-Marc Inspecteur ARS
5	Mme HERIAT Michèle Inspectrice ARS	10	Monsieur PETIT Alain Directeur MR Rosières aux Salines

COMMISSION N°3

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	3	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	4	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS

COMMISSION N°4

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	3	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	4	Mme HERIAT Michèle Inspectrice ARS

COMMISSION N°5

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	7	M. MARTINEZ José Inspecteur ARS
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	8	Mme VAUTRIN Nadine Directrice adjointe CPN LAXOU
3	Mme GUILLOTIN Caroline Directrice MR de THIAUCOURT	9	M. HURSON Bernard Directeur adjoint CPN LAXOU
4	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS	10	Mme HERIAT Michèle Inspectrice ARS
5	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale	11	Mme QUENTON Marie-Noëlle Directrice HLI POMPEY
6	Mme BOSSAT-VOURIOT Hélène Directrice Adjointe CH LUNEVILLE	12	M. PETIT Alain Directeur MR Rosières aux Salines

COMMISSION N°6

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	5	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe Maternité régionale
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	6	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS
3	Mme GUILLOTIN Caroline Directrice MR THIAUCOURT	7	M. HURSON Bernard Directeur adjoint CPN LAXOU
4	Mme BOSSAT-VOURIOT Hélène Directrice Adjointe CH LUNEVILLE	8	Mme VAUTRIN Nadine Directrice adjointe CPN LAXOU

COMMISSION N°7

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	6	Mme VAUTRIN Nadine Directrice adjointe CPN LAXOU
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	7	Mme HERIAT Michèle Inspectrice ARS
3	Mme GUILLOTIN Caroline Directrice MR THIAUCOURT	8	M. HURSON Bernard Directeur adjoint CPN LAXOU
4	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS	9	Mme RICARD Martine Inspectrice ARS
5	Mme BOSSAT-VOURIOT Hélène Directrice Adjointe CH LUNEVILLE	10	M. PETIT Alain Directeur MR Rosières aux Salines

COMMISSION N°8

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	7	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	8	Mme QUENTON Marie-Noëlle Directrice HLI POMPEY
3	Mme GUILLOTIN Caroline Directrice MR de THIAUCOURT	9	M. HURSON Bernard Directeur adjoint CPN LAXOU
4	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS	10	Mme RICARD Martine Inspectrice ARS
5	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale	11	Mme VAUTRIN Nadine Directrice adjointe CPN LAXOU
6	Mme BOSSAT-VOURIOT Hélène Directrice Adjointe CH LUNEVILLE	12	M. PETIT Alain Directeur MR Rosières aux Salines

COMMISSION N°9

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
1	M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant	7	Mme VIDREQUIN Isabelle Directrice adjointe maternité régionale
2	Mme Isabelle CAILLIER Directrice Adjointe CPN LAXOU	8	Mme HERIAT Michèle Inspectrice ARS
3	Mme GUILLOTIN Caroline Directrice MR THIAUCOURT	9	M. HURSON Bernard Directeur Adjoint CPN LAXOU
4	Mme GEYER Stéphanie Inspectrice principale ARS	10	M. LE MOIGNE Jean Marc Inspecteur ARS Madame DELFORGE Irène Inspectrice Principale DDASS

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

COMMISSION PARITAIRE N°1
(Corps de catégorie A)GROUPE Unique (sous-groupe unique)
Personnels d'encadrement technique

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
DAUL Francis	Chef Régional d'Exploitation	MILLARD Jean-François	Ingénieur hospitalier en chef
			Corps des Ingénieurs Hospitaliers
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CHU NANCY
QUENTON Didier	Ingénieur hospitalier en chef	THOMAS Dominique	Chef de projet
	Corps des Ingénieurs Hospitaliers		Corps des Ingénieurs Hospitaliers
F.O.	CHU NANCY	F.O.	CHU NANCY

COMMISSION PARITAIRE N°2
(Corps de catégorie A)GROUPE Unique (4 sous-groupes)
Personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
ROL Laurence SG 3 C.F.D.T	Infirmier cadre de santé Corps des cadres de santé CHU NANCY	RAUCOURT Céline SG 3 C.F.D.T	Infirmier cadre de santé Corps des cadres de santé CHU NANCY
COLAS Arnaud SG 2 C.F.D.T.	Psychologue Classe Normale Corps des Psychologues CPN LAXOU	DELAIRE Sophie SG 3 C.F.D.T.	Infirmier Cadre de santé Corps des cadres de santé CPN LAXOU
SCHWARTZ Yves SG 4 U.N.S.A.	Infirmier anesth. Cl. Sup. Corps des infirmiers anesthésistes Maternité Régionale	HULIN Françoise SG 3 U.N.S.A.	Sage-femme de classe supérieure Maternité Régionale
PAJOT Evelyne SG 4 F.O.	Sage-femme Cl Sup Corps des Sages-femmes Maternité Régionale	HUREAUX Claude SG 3 F.O.	Infirmier cadre sup. de santé Corps des cadres de santé CPN LAXOU
PEDRINI Martine SG 2 C.G.T.	Psychologue Hors classe Corps des Psychologues CPN LAXOU	MACCOLINI Marc SG 4 C.G.T.	Infirmier anesth. Cadre de santé . Corps des cadres de santé CH BRIEY

COMMISSION PARITAIRE N°3
(Corps de catégorie A)GROUPE Unique (sous-groupes unique)
Personnels d'encadrement administratif

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
DEROZIER Jean-Marie	Attaché d'administration hosp.	RICHARD Grégoire	Attaché d'administration hosp.
	Corps attaché d'administ hosp		Corps attaché d'administ hosp
C.F.D.T.	C.H.U.NANCY	C.F.D.T.	C.H.U.NANCY
KAMMACHER Laurent	Attaché d'administration hosp Principal	MARANDE Frédérique	Attaché d'administration hosp
	Corps attaché d'administ hosp		Corps attaché d'administ hosp
C.F.D.T.	C.H.U.NANCY	C.F.D.T.	C.H.U.NANCY

COMMISSION PARITAIRE N°4
(Corps de catégorie B)

GROUPE Unique (sous-groupe unique)
Personnels d'encadrement technique et ouvrier

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
POINSIGNON Thierry	Technicien Supérieur Hospitalier Principal	KLEIN Pascal	Analyste Programmeur
	Corps Technicien Supérieur Hospitalier		
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CHU NANCY
LAMY Benoît	Technicien Supérieur Hospitalier	UDOT Michel	Technicien Supérieur Hospitalier Principal
	Corps Technicien Supérieur Hospitalier		Corps Technicien Supérieur Hospitalier
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CPN LAXOU

COMMISSION PARITAIRE N°5
(Corps de catégorie B)

GROUPE Unique (sous-groupe unique)
Personnels des services de soins, des services médico-techniques et des services sociaux

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
SAINT-MARD Catherine	Infirmier Cl.Sup	SIVAUT Gilles	Technicien labo Cl Sup
	Corps des infirmiers		Corps des Technicien labo
C.F.D.T.	Hôp. Local POMPEY-LAY ST CHRISTOPHE	C.F.D.T.	C.H.U.NANCY
CATTANEO Claude	Infirmier Cl.Sup	ROMBACH Claude	Infirmier Cl.Normale
	Corps des infirmiers		Corps des infirmiers
C.F.D.T.	C.H.U.NANCY	C.F.D.T.	CPN LAXOU
RICOU Angéla	Infirmier Cl Sup	MATHIEU Robert	Infirmier Cl.Sup
	Corps des infirmiers		Corps des infirmiers
C.F.D.T.	C.H TOUL	C.F.D.T.	C.H.U.NANCY
OLIVIER Dominique	Infirmier Cl.Sup	GRIESBACHER Nelly	Infirmière Cl.Normale
	Corps des Infirmiers		Corps des infirmiers
C.G.T.	C.H.U.NANCY	CGT	CH St Nicolas de Port
PREVOT Eric	Infirmier Cl Sup	LESOURD Virginie	Infirmière Cl Normale
	Corps des Infirmiers		Corps des infirmiers
F.O.	CPN LAXOU	F.O.	CH St Nicolas de Port
PREVOT Jean-Max	Educateur Spécialisé	MAURICE Carine	Technicienne de Labo Cl.Norm
	Corps des Assistants Socio-Educatifs		Corps des techniciens de labo.
CGT	R.E.M.M	CGT	Maternité de NANCY

COMMISSION PARITAIRE N°6
(Corps de catégorie B)

GROUPE Unique (sous-groupe unique)
Personnels d'encadrement administratif et des secrétaires médicaux

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
THOMAS Anne	Secrétaire méd. Cl.Sup	PERRIN Claudine	Adj.Cadres de Cl.Except.
	Corps des Secrétaires méd.		Corps des ACH
C.F.D.T.	CPN de LAXOU	C.F.D.T.	CHU NANCY
PETIT Gérard	Adjoint des cadres Cl.Norm.	TREVILLOT Geneviève	Secrétaire méd. Cl.Norm.
	Corps des ACH		Corps des Secrétaires Méd.
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	C.H.U. NANCY
SCHREIBER Dolorès	Secrétaire méd. Cl.Norm.	ROBERT Muriel	Secrétaire méd. Cl.Norm.
	Corps des Secrétaires méd.		Corps des Secrétaires Méd.
F.O.	C.H.U.NANCY	F.O.	Maternité de Nancy
FRAGNIERE Marie-Noëlle	Secrétaire méd.Cl.Except.	SCHAEFFER Philippe	Adj.Cadres de Cl.Norm.
	Corps des Secrétaires méd.		Corps des ACH
U.N.S.A.	C.H.U.NANCY	U.N.S.A.	CHU NANCY

COMMISSION PARITAIRE N°7
(Corps de catégorie C)

GROUPE Unique (2 sous-groupes)
Personnels administratifs
Personnels techniques, ouvriers, conducteurs d'automobile
conducteurs ambulanciers et personnels d'entretien et de salubrité

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
DETHOREY Didier SG 1	Maître ouvrier	ROSSI Philippe SG 1	Maître ouvrier
	Corps Maîtres-Ouvriers		Corps Maîtres-Ouvriers
C.F.D.T.	C.H.TOUL	C.F.D.T.	CH BRIEY
BARBELIN Christophe SG 1	Maitre ouvrier	BENIGNA Laurent SG 2	Ouvrier Prof. Qualifié
	Corps des Ouvriers Prof.		Corps Ouvriers Professionnels
C.F.D.T.	MR Rosières aux Salines	C.F.D.T	C.H. TOUL
WOLFF Pascal SG 1	Maître ouvrier	TOUSSAINT Thierry SG 1	Maître ouvrier
	Corps Maîtres-Ouvriers		Corps Maîtres-Ouvriers
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CH TOUL
CORNU Guy SG 1	Maître ouvrier	BRAAS Jacques SG 1	Conducteur Ambu. 1 ^{ère} Catégorie
	Corps Maîtres-Ouvriers		Corps Conducteurs Ambu.
C.G.T.	Maternité régionale	C.G.T.	C.H.U. NANCY
MORIZOT Dominique SG 1	Maître ouvrier	ROHMANN Yvon SG 1	Maître ouvrier
	Corps Maîtres-Ouvriers		Corps Maîtres-Ouvriers
F.O.	REMM - FDE LAXOU	F.O.	CHU NANCY

COMMISSION PARITAIRE N°8
(Corps de catégorie C)

GROUPE Unique
Personnels des services de soins des services médico-techniques et des services sociaux.

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
FRANCOIS Olivia	AS classe normale	BERNARD Sylvie	AS classe normale
	Corps AS et ASHQ		Corps AS et ASHQ
C.F.D.T.	CPN LAXOU	C.F.D.T.	CH TOUL
KLEIN Philippe	Moniteur d'atelier	ROBICHON Claudette	AS classe sup.
	Corps moniteur d'atelier		Corps AS et ASHQ
C.F.D.T.	CAPs Rosières	C.F.D.T.	CHU NANCY
DONNOT Rémi	AS classe normale	WOLFF Sandrine	AS classe normale
	Corps AS et ASQH		Corps AS et ASHQ
C.F.D.T.	CMS FAULX	C.F.D.T.	CHU NANCY
LAURENT Raphaël	AS classe normale	KREMER Mercedes	AMP
	Corps AS et ASHQ		Corps AS et ASHQ
C.G.T.	CHU NANCY	C.G.T.	REMM Laxou
VINCE Christophe	AS classe normale	MASSON Marianne	AS classe normale
	Corps AS et ASHQ		Corps AS et ASHQ
C.G.T.	3 H SANTE	C.G.T.	CHU NANCY
BAUMER Christelle	AS classe normale	HUGUET Séverine	ASHQ.
	Corps AS et ASHQ		Corps AS et ASHQ.
F.O.	CHU NANCY	F.O.	CH ST NICOLAS DE PORT

COMMISSION PARITAIRE N°9
(Corps de catégorie C)

GROUPE Unique (sous-groupe unique)
Personnels administratifs.

TITULAIRES		SUPPLEANTS	
BOCHNAK Béatrice	Adj. adm principal	FANCELLO Pierrette	Adj adm 2° classe
	Corps adj adm hosp		Corps adj adm hosp
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CH BRIEY
SCHMESSER Alain	Adj. adm 1 ^{er} clas	LETIQUE Marie-Claude	Adj adm 1 ^{ère} classe
	Corps adj adm hosp		Corps adj adm hosp
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CPN LAXOU
SANTIER Chantal	Adj. adm principal	ROBERT Jean-Frédéric	Standardiste
	Corps adj adm hosp		Corps des standardistes
C.F.D.T.	CHU NANCY	C.F.D.T.	CH BRIEY
APPARU Stéphane	Adj. adm 2 ^{ème} clas	MOUREAUX Betty	Adj. adm. 1 ^{ère} CI
	Corps adj adm hosp		Corps adj. adm hosp
C.G.T.	CHU NANCY	C.G.T.	Maternité régionale

Article 3 : le secrétariat des commissions sera assuré par un agent de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, assisté par un représentant du personnel désigné au début de chaque séance. Ce représentant exercera les fonctions de secrétaire adjoint.

Article 4 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et copie sera adressée :

- aux représentants de l'administration siégeant aux commissions administratives paritaires départementales de Meurthe-et-Moselle ;
- aux représentants du personnel siégeant à ces mêmes commissions ;
- à Mesdames et Messieurs les directeurs des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux publics de Meurthe et Moselle ;
- à Mesdames et Messieurs les représentants des syndicats CFTD, CFTC, CGT, FO, SNCH, UNSA.

Nancy, le 16 avril 2010

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Département de l'Accès à la Santé

Extrait de l'arrêté n° 2010-12 du 25 mai 2010 portant radiation de l'agrément n° 83 : AMBULANCES DE L' ABBAYE, 6 chemin du Liaro - 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE

Le directeur général de l'agence régionale de santé,

Considérant

- que par arrêt du 2 décembre 2009, la Cour d'Appel de Nancy a prononcé la résolution du plan de continuation et la liquidation judiciaire de Monsieur Jean-Marie DONGA ;
- l'acte de vente du 17 mars 2010 conclu par Maître BRUART, mandataire judiciaire, agissant en qualité de liquidateur à la procédure judiciaire de Monsieur Jean-Marie DONGA ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément n° 83 délivré le 18 février 1986, à Monsieur Jean-Marie DONGA, entreprise « AMBULANCES DE L' ABBAYE », au titre du transport sanitaire est radié de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires.

Article 2 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Monsieur Jean-Marie DONGA. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle et à Maître Pierre BRUART, liquidateur judiciaire.

Nancy, le 25 mai 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef du département de l'accès à la santé,
Serge MORAI

Extrait de l'arrêté n° 2010-13 du 25 mai 2010 portant modification de l'agrément n° 158 de l'entreprise de transports sanitaires pour l'établissement secondaire de la SAS 2000 & WELSCH : AMBULANCE 2000 et TAXI 2000, 35 avenue de l'Europe - 54300 MONCEL LES LUNEVILLE

Le directeur général de l'agence régionale de santé,

Considérant

- les modifications statutaires de l'EURL 2000 portées sur l'extrait K-Bis du 27 octobre 2008 ;
- que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 1^{er} mars 2004 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres sous l'agrément n° 158 est ainsi modifié :

Dénomination sociale :	SAS 2000 & WELSCH
Forme :	Société par actions simplifiée
Capital social :	100 000 euros
Président :	STAN CONSULTING R.C.S. METZ TI 484 877 162 dont le représentant permanent est Monsieur Laurent BAUDOUIN
Siège social :	Zone Ariane Plus 57400 BUHL-LORRAINE
Etablissement secondaire :	
Nom commercial :	AMBULANCE 2000 & TAXI 2000, AMBULANCES WELSCH & TAXIS WELSCH, SAS 2000 & WELSCH
Enseigne :	AMBULANCE 2000 et TAXI 2000
Adresse :	35 avenue de l'Europe 54300 MONCEL LES LUNEVILLE

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à l'Agence Régionale de Santé qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de l'Agence Régionale de Santé. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Monsieur Laurent BAUDOUIN. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 mai 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
Le chef du département de l'accès à la santé,
Serge MORAI

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

Extrait de l'arrêté du 19 mai 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe et Moselle (IDCC n°9541)

Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les clauses de l'avenant n° 78 en date du 19 janvier 2010 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Avenant n° 78 du 19 janvier 2010 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – IDCC 9541

Entre :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
- Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine,
- La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle,

d'une part,

et :

- L'Union départementale des Syndicats C.G.T.- F.O.,
- L'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.,
- L'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.,
- L'Union départementale des Syndicats C.G.T.,
- La Confédération Française de l'Encadrement C.F.E. – C.G.C.,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} janvier 2010, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 8,86 € depuis le 1^{er} janvier 2010.

SALAIRES DES OUVRIERS

POSITIONS	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I – Echelon A	8,86 €	1 343,80 €
Niveau I – Echelon B	8,92 €	1 352,90 €
Niveau II – Echelon A	8,97 €	1 360,48 €
Niveau II – Echelon B	9,01 €	1 366,55 €
Niveau III – Echelon A	9,13 €	1 384,75 €
Niveau III – Echelon B	9,26 €	1 404,46 €
Niveau IV – Echelon A	9,49 €	1 439,35 €
Niveau IV – Echelon B	9,75 €	1 478,78 €

SALAIRES DES CADRES

POSITIONS et INDICES	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Cadre du 3 ^{ème} groupe 180	9,87 €	1 496,98 €
Cadre du 3 ^{ème} groupe 225	10,52 €	1 595,57 €
Cadre du 2 ^{ème} groupe 280	12,51 €	1 897,39 €
Cadre du 1 ^{er} groupe 350	15,26 €	2 314,48 €

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE
(article 18 de la convention collective)

Chapitre 1 : Base de calcul

Base de calcul : taux horaire du niveau I – Echelon A + indemnité de congés payés de 10 %, soit :

Au 01/01/2010 : 8,86 € + 0,89 € = 9,75 €

Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure (salaires minima)

Les normes de cueillette et de récolte, par produit sont fixées comme suit :

1. Mirabelles cueillies : 32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos ;

0,31 € le kilo, soit 4,96 € la caisse.

Mirabelles cueillies sur vergers piétons : gré à gré.

Mirabelles ramassées et triées : 60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos ;

0,17 € le kilo, soit 2,72 € la caisse.

Mirabelles tout venant : 90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos ;

0,11 € le kilo, soit 1,76 € la caisse.

2. Quetsches cueillies : 64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos ;
0,16 € le kilo, soit 2,56 € la caisse.
Quetsches ramassées et triées : 80 kilos à l'heure, soit 5 caisses de 16 kilos ;
0,13 € le kilo, soit 2,08 € la caisse.
Quetsches tout venant : 110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos ;
0,09 € le kilo, soit 1,44 € la caisse.
3. Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes :
Premières et dernière semaines de cueillette : 10 kilos à l'heure, soit 0,98 € le kilo ;
Autres semaines : 15 kilos à l'heure, soit 0,65 € le kilo.
4. Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées :
Pommiers de moins de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo ;
Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,09 € le kilo.
Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo ;
Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo.
5. Framboises de plein air en barquettes :
3,5 kilos à l'heure, soit 2,79 € le kilo.
6. Myrtilles :
5,5 kilos à l'heure, soit 1,78 € le kilo.
7. Cerises :
Cerises douces :
Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kilos à l'heure, soit 0,65 € le kilo ;
Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,82 € le kilo.
Cerises acides :
9 kilos à l'heure, soit 1,09 € le kilo.

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Article 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe et Moselle, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Laxou, le 19 janvier 2010

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 78 du 19 janvier 2010 à la convention collective concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle.

Organisations patronales :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
- Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagement Ruraux et Forestiers de LORRAINE
- La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle

Organisations syndicales de salariés :

- Union départementale des syndicats C.F.D.T.
- Union départementale des syndicats C.F.T.C.
- Union départementale C.G.T.-F.O.
- Union départementale C.F.E.-C.G.C.

Extrait de l'arrêté du 19 mai 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe et Moselle (IDCC n°9542)

Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les clauses de l'avenant n° 84 du 20 janvier 2010 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et pépinières du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Avenant n° 84 du 20 janvier 2010 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe-et-Moselle – IDCC 9542

Entre :

- Le syndicat Horticole de Meurthe et Moselle,

d'une part,

et :

- L'union départementale des syndicats C.F.D.T.,
- L'union départementale des syndicats C.F.T.C.,
- L'union départementale des syndicats C.G.T.-F.O.,
- L'union départementale des syndicats C.F.E. – C.G.C.,
- L'union départementale des syndicats C.G.T.,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1^{er} : Le SMIC est fixé à 8,86 € à compter du 01 janvier 2010.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur au SMIC ou aux salaires conventionnels, déterminés ci-après, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

A compter du 1^{er} janvier 2010, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

a) Ouvriers (article 14 de la Convention Collective)

CLASSIFICATION	POSITIONS	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I	Echelon 1	8,87 €	1 345,31 €
	Echelon 2	9,16 €	1 389,30 €
Niveau II	Echelon 1	9,39 €	1 424,18 €
	Echelon 2	9,55 €	1 448,45 €
Niveau III	Echelon 1	9,92 €	1 504,57 €
	Echelon 2	10,05 €	1 524,28 €
Niveau IV	Echelon 1	10,36 €	1 571,30 €
	Echelon 2	10,47 €	1 587,98 €

b) Cadres (article 3 de l'avenant cadres)

CATEGORIES	Indices	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67h)
Chef d'équipe (cadre du 3 ^{ième} groupe)	190	10,87 €	1 648,65 €
Contremaître (cadre du 3 ^{ième} groupe)	225	12,10 €	1 835,21 €
Cadre du 2 ^{ième} groupe	280	14,10 €	2 138,55 €
Cadre du 1 ^{er} groupe	350	17,68 €	2 681,53 €

Article 2 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 20 janvier 2010

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 84 du 20 janvier 2010 à la convention collective du travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières du département de Meurthe et Moselle

Organisations patronales :

- Syndicat horticole de Meurthe et Moselle

Organisations syndicales de salariés :

- Union départementale des syndicats C.F.D.T.

- Union départementale des syndicats C.F.T.C.

- Union départementale C.G.T-F.O.

- Union départementale C.F.E.-C.G.C.

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-029 en date du 18 mai 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 0+000 au PR 3+500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 0,000 au PR 3,500 sens Paris-Strasbourg	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	25 mai au 31 mai 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG+VM sens Metz/Strasbourg de l'A31VD Neutralisation VG sens Strasbourg/Nancy de l'A33 et VG de l'A31 sens Paris /Metz Basculement circulation sens Nancy/Strasbourg sur le sens Strasbourg/Nancy De nuit de 20h00 à 6h30 Vitesse limitée à 90km/h en section courante et 50 km/h dans le basculement. Interdiction de doubler	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	25 mai 2010 au 31 mai 2010 La nuit de 20h00 à 6h30	AK5 PR 251,500 de l'A31 AK5PR 5,300 de l'A33 ITPC 249,600 de l'A31 ITPC 4,100 provisoire de l'A33	Neutralisation VG + VM la VD est maintenue pour les usagers direction Paris Neutralisation Voie de gauche sens Strasbourg/Nancy de l'A33et voie de gauche de l'A31sens Paris/Metz Basculement de la circulation du sens 1 Paris/Strasbourg de l'A33 et Metz/Strasbourg de l'A31 sur le sens 2 Strasbourg/Metz de l'A31et Strasbourg/Paris de l'A33 par les ITPC des PR 249,600 de l'A31 et 4,100 de l'A33	Fermeture Bretelle Paris/Strasbourg Déviation par : les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A31 direction Metz, jusqu'à l'échangeur de Frouard, bretelle Nancy/Frouard : sortie 22, rond point de la RN57, puis bretelle Frouard/Paris, section courante de l'A31 direction Paris Fermeture Bretelle Laxou / Strasbourg Déviation par : les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A31 sortie Nancy direction Paris jusqu'à l'échangeur n°18 de Velaine, bretelle Nancy/Velaine, Rond- points RD 400, bretelle Velaine/Nancy, section courante de l'A31 direction Metz jusqu'à l'échangeur de Frouard, bretelle Nancy/Frouard : sortie 22, rond point de la RN57, puis bretelle Frouard/Paris, section courante de l'A31 direction Paris puis direction Strasbourg par le basculement au niveau du PR 249,600

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Nancy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Nancy

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG et COLAS,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 18 mai 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-032 en date du 20 mai 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection du Viaduc de FROUARD sur A31

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	PR 257+000	
SENS	1 et 2 successivement	
SECTION	Courante (3 voies)	
NATURE DES TRAVAUX	Inspection périodique du Viaduc de Frouard	
PERIODE GLOBALE	20 mai au 2 juin 2010 (6 nuits)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de droite	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-EST-	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Les nuits des 20, 25, 26 mai 2010 de 21h00 à 5h00	PR 256 + 500 au 257 sens 1	Neutralisation de la voie de droite par FLR	
2	Les nuits des 27, 31 mai et du 1 ^{er} juin 2010 de 21h00 à 5h00	PR 257 au 256 + 500 sens2	Neutralisation de la voie de droite par FLR	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de FROUARD
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de FROUARD.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société LRPC de Nancy,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 20 mai 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-033 en date du 21 mai 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 20+300 au PR 18+000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 20,300 au PR 18,000 sens Strasbourg-Nancy	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	01juin au 04 juin 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Nancy/Strasbourg Neutralisation VD sens Strasbourg/Nancy Basculement circulation sens Strasbourg/Nancy sur le sens Nancy/Strasbourg Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50 km/h dans les basculements. Interdiction de doubler La nuit de 20h à 6h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	01 juin 2010 au 04 juin 2010 de 20h00 à 6h00	AK5 PR 16,500 AK5PR 23,300 ITPC 20,300 ITPC 17,700 provisoire	Neutralisation Voie de Gauche sens Nancy/Strasbourg Neutralisation Voie de Droite sens Strasbourg/Nancy Basculement circulation sens Strasbourg/Nancy sur le sens Nancy/Strasbourg voie de gauche	Sans objet

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Saint Nicolas de Port.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Saint Nicolas de Port.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG et CIOLAS,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 21 mai 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n°140 du 22 avril 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - L'annexe 1 de l'arrêté du 19 Mai 1972 est abrogée.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres.

Article 3 - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Landres par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Landres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Landres,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. AUBRION Jean-Louis,
- M. HURLAUX Pierre-Marie,
- M. HENRYON Denis.

Nancy, le 22 avril 2010

Le préfet,
 Pour le préfet et par délégation,
 Pour le directeur départemental,
 L'adjoint aux directeurs,
 D. MORLON

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 22 avril 2010 portant liste des terrains devant être soumis
 à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres
 Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
LANDRES		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	V	Mines de fer du Nord Est N°2 à 5 ; 9 ; 28 à 32 ; 38 ; 39 ; 41 <i>Pour un total de 62 ha 17 a 56 ca</i>
	V	M. AUBRION Jean-Louis
	W	N°6, 7, 8, 56, 58
	AE	N°48, 49, 56, 59, 60, 97 N°40, 56 à 58, 79, 80, 261 <i>Pour un total de 46ha 40a 44ca</i>
	AD	M. HURLAUX Pierre N°4 à 15, 17, 19 à 32, 34 à 39, 42 à 50, 53 à 73, 76 à 81, 84 à 88, 90 à 99, 101, 103, 105, 106, 108, 110 à 117, 119 à 123, 125, 126, 133, 142 à 147, 150 à 152, 154 à 161, 163, 165, 170 à 173, 175, 178, 180, 183 à 192, 194 à 196, 198 à 201, 204, 205, 207 à 209, 213, 222, 234, 235.
	T	N°15 à 22, 24 à 27, 31, 32
	U	N°9 à 13, 17A et 17B
	X	N°127, 130, 131, 133, 134, 136 à 138, 140 à 143, 147, 151 à 153, 173, 181, 182, 197 <i>Pour un total de 132 ha 43 a 52 ca</i>
	U	M. HENRYON Denis
	V	N°2, 6, 7, 18, 19
	W	N°12 à 14, 17 à 19, 21 à 26, 62, 63, 65
	AB	N°46, 47, 50 à 55 N°99 à 103, 105, 107 à 109, 111 à 113, 116, 120, 121, 300, 316 à 318 <i>Pour un total de 87 ha 70 a 59 ca</i>

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 22 avril 2010 portant liste des terrains devant être soumis
 à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres
 E N C L A V E S

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
LANDRES	AD	N°16, 33, 40, 51, 52, 74, 75, 82, 83, 89 100, 102, 104, 107, 109, 124, 153, 164, 174, 193, 197, 202 et 203.	
	X	N°170, 174, 177, 178 <i>Soit un total de 10 ha 53 a 08 ca</i>	

Extrait de l'arrêté n°141 du 19 avril 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 juin 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Piennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 29 juin 1973 sont abrogées.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Piennes.

Article 3 - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L. 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Piennes par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Piennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Piennes,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. AUBRION Jean-Louis.

Nancy, le 19 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
L'adjoint aux directeurs,
D. MORLON

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 19 avril 2010 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Piennes
Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
PIENNES		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	Y AK	Société des Mines de fer du Nord-Est N°31 N°38 ; 39 ; 41 et 42 <i>Pour un total de 69 ha 99 a 40 ca</i>
	Y AK AI	M. AUBRION Jean-Louis N°16 ; 20 à 23 ; 25 ; 30 ; 32 ; 34 ; 38 ; 55 ; 59 ; 61 ; 63 ; 65 ; 67 N°123 et 127 N°5 <i>Pour un total de 49 ha 85 a 80 ca</i>

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 19 avril 2010 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Piennes
E N C L A V E S

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
PIENNES	AK	N°40 <i>Soit un total de 1 ha 82 a 85 ca</i>	

Extrait de l'arrêté n°161 du 19 avril 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Norroy-lès-Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse de Norroy lès Pont à Mousson est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
NORROY LES PONT A MOUSSON	OA	1 à 5, 9 à 17, 54, 95, 96

représentant une superficie totale de 29 ha 14 a 70 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - la réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Norroy lès Pont à Mousson.

Article 4 - la présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Norroy lès Pont à Mousson sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Norroy lès Pont à Mousson par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Norroy lès Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Norroy lès Pont à Mousson,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 19 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
L'adjoint aux directeurs,
D. MORLON

Extrait de l'arrêté n° 178 du 19 avril 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée d'Eply

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse d'Eply est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
EPLY	ZI ZH	1 à 12, 17 à 21, 89 à 126 28 à 39, 49 à 74, 88, 89, 96 à 99

représentant une superficie totale de 91 ha 92 a 70 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - la réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée d'Eply.

Article 4 - la présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée d'Eply sera affichée pendant 1 mois dans la commune d'Eply par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune d'Eply sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée d'Eply,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 19 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
L'adjoint aux directeurs,
D. MORLON

Extrait de l'arrêté n° 179 du 22 avril 2010 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Mairy-Mainville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse de Mairy-Mainville est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
MAIRY-MAINVILLE	ZB Y	21 à 34, 36, 37a, 37b, 38 à 42, 43a, 43b, 45 à 47, 49 1 à 8, 96, 97, 104a, 104b, 105 à 109, 111 à 120, 123, 126 à 128

représentant une superficie totale de 119 ha 75 a 62 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Mairy-Mainville.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Mairy-Mainville sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Mairy-Mainville par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Mairy-Mainville sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Mairy-Mainville,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 22 avril 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental,
L'adjoint aux directeurs,
D. MORLON

Extrait de l'arrêté 2010/n° 206/AFC du 12 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - Campagne 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : PRESENTATION DU DISPOSITIF

En application de l'article 36 a) IV) du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, des engagements agroenvironnementaux tels que définis par le décret n° 2007-1342 susvisé peuvent porter sur les actions de gestion extensive des prairies figurant dans le Programme de Développement Rural Hexagonal et qui sont reprises dans l'annexe au présent arrêté, dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Ce dispositif est dénommé « prime herbagère agroenvironnementale » (PHAE2).

Article 2 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Sont éligibles à la PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :

- * personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de soixante ans au 1^{er} janvier de l'année de la demande ;

- * les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;

- * les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural ;
- * les personnes morales qui mettent des terres à disposition d'exploitants de manière indivise. Elles sont dites « entités collectives ».
- Etre à jour auprès de l'agence de l'eau, au 15 mai de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.
- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.
- Appartenir à au moins une des catégories suivantes :
 - * titulaires d'un engagement en prime herbagère agroenvironnementale (PHAE1) arrivant à échéance en 2010 (c'est à dire ayant 2005 comme année de début d'engagement), ou 2011 (c'est à dire ayant 2006 comme année de début d'engagement) dans le cadre du basculement de leur engagement ;
 - * titulaires d'un contrat d'agriculture durable (CAD) comprenant une mesure herbagère (codée 1903, 2001 ou 2002), à date d'effet du 1^{er} septembre 2004 (donc échu au 1^{er} septembre 2009), du 1^{er} mai 2005 (donc arrivant à échéance le 30 avril 2010) ou, dans le cadre du basculement de leur engagement, titulaires d'un CAD comprenant une mesure herbagère (codée 1903, 2001 ou 2002) à date d'effet du 1^{er} septembre 2005 (donc arrivant à échéance le 31 août 2010), du 1^{er} mai ou 1^{er} septembre 2006 (donc arrivant à échéance en 2011), ou du 1^{er} mai 2007 (donc arrivant à échéance le 30 avril 2012).
- * agriculteurs installés depuis le 1^{er} janvier 2009 avec le bénéfice des aides à l'installation

Par ailleurs, pour les demandeurs individuels, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 %
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,20 et 1,4 UGB par hectare.

Article 3 : ENGAGEMENTS GENERAUX

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 17 mai 2010 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à adresser chaque année une déclaration annuelle de respect des engagements ainsi que les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

Article 4 : RENUMERATION DE L'ENGAGEMENT

En contrepartie de son engagement en PHAE2, le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à un exploitant individuel au titre de la PHAE2, de la PHAE et des actions de type 1903, 2001, 2002 souscrites dans le cadre d'un CAD non échu en 2010 ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2010 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

Article 5 : PRECISION SUR LE CAHIER DES CHARGES

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Il en est de même pour les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes, à l'exclusion des espèces suivantes : ortie (*urtica* sp.), chardon (*cirsium arvense*), rumex sp., pissenlit (*taraxacum* sp.) et renoncule (*ranunculus arvensis*)

Ces surfaces peuvent être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

Article 6 : EXECUTION ET DIFFUSION DE L'ARRETE

Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information à Monsieur le délégué régional de l'ASP.

Nancy, le 12 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Annexe : Notice départementale PHAE2 campagne 2010

Extrait de l'arrêté 2010/n° 218/AFC du 12 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de la mesure agroenvironnementale rotationnelle 2 - Campagne 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R Ê T E

Article 1^{er} : PRESENTATION DU DISPOSITIF

En application de l'article 36 a) iv) du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, un engagement dans une mesure agroenvironnementale visant à une diversification des assolements en cultures arables peut être demandé par les exploitants agricoles dont le siège d'exploitation est situé dans le département de la . L'engagement juridique interviendra dans la limite des crédits affectés à ce dispositif et sous réserve de son approbation par la Commission européenne dans le cadre du programme de développement rural hexagonal (PDRH).

Le cahier des charges de cette mesure figure dans la notice explicative en annexe de la présente circulaire.

Cette mesure forme le dispositif nommé « mesure agroenvironnementale rotationnelle 2 » (MAER2).

Article 2 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Sont éligibles à la MAER2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :

- * personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de soixante ans au 1^{er} janvier de l'année de la demande ;
 - * les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;
 - * les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural ;
- Être à jour auprès de l'agence de l'eau, au 15 mai de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.
- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.
- Par ailleurs, l'exploitation respecte le critère suivant en première année d'engagement : le taux de spécialisation en céréales, oléo-protéagineux, lin et chanvre, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 60 %.
- Enfin, seuls sont éligibles les demandeurs qui demandent à engager en MAER2 ou dans une mesure agroenvironnementale territorialisée au moins 70 % des surfaces éligibles à la MAER2 de leur exploitation. Toutefois, si la demande est plafonnée selon les modalités de l'article 4, le taux de 70 % d'engagement sera considéré comme respecté.

Article 3 : ENGAGEMENTS GENERAUX

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 17 mai 2010 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à adresser chaque année une déclaration annuelle de respect des engagements ainsi que les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

Article 4 : REMUNERATION DE L'ENGAGEMENT

En contrepartie de son engagement en MAER2, le montant que peut solliciter un demandeur individuel est de 32 euros par hectare engagé.

Le total des aides versées au titre de la MAER2 à un exploitant individuel dont le siège d'exploitation est situé dans le département de la Meurthe-et-Moselle ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2010 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

Article 5 : EXECUTION ET DIFFUSION DE L'ARRETE

Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information à Monsieur le délégué régional de l'ASP.

Nancy, le 12 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Annexe : Notice départementale MAER 2 campagne 2010

Extrait de l'arrêté n° 224 du 26 mai 2010 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2010-2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la nécessité impérieuse de réduire les populations de sangliers sur l'ensemble du département ;

ARRETE

Article 1^{er} – Pour la campagne 2010-2011, les ACCA sont autorisées à exécuter leur plan de chasse sanglier sur l'ensemble de leur territoire de chasse, y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage, pendant toute la durée d'ouverture de l'espèce et dans les conditions définies par l'arrêté annuel d'ouverture et de clôture de la chasse dans le département.

Article 2 – L'exécution du plan de chasse a lieu soit à l'affût (approche interdite), soit en battue déclarée 48 h à l'avance au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

Adresse : 26 rue Lamartine – 54300 Lunéville

Tél : 03 83 73 24 74 - Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

L'ACCA veillera à ce que les autres espèces n'aient à subir aucune perturbation notable et qu'aucun dommage ne soit causé aux cultures.

Article 3 – Le compte rendu du nombre de sangliers effectivement tirés dans la réserve devra être adressé dans les 8 jours à la Fédération départementale des chasseurs, qui en établira la synthèse annuelle et l'adressera à la D.D.T. pour le 15 mars.

Article 4 – Ces dispositions s'appliquent dans toutes les réserves des associations communales de chasse agréées du département à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 – Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée au directeur de la sécurité publique, au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au chef du service départemental de l'ONCFS, au président de la fédération départementale des chasseurs, au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie.

Nancy, le 26 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Extrait de l'arrêté de cessibilité n°08 DDT 10 ADU R/AJ du 21 mai 2010 - Commune de VILLE EN VERMOIS - Aménagement de la ZAC Moussières/Corvée Moutarde**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation de la zone d'aménagement concertée Moussières/Corvée Moutarde ;

ARRETE

Article 1er – Les immeubles désignés sur l'état parcellaire annexé au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la commune de VILLE EN VERMOIS.

Article 2 – A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 – Une notification individuelle du présent arrêté aux propriétaires sera faite par la commune de VILLE EN VERMOIS.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le maire de VILLE EN VERMOIS,
- Monsieur le directeur départemental des territoires.

Nancy, le 21 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif de Nancy d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

*Service environnement, eau et biodiversité***Extrait de l'arrêté n° BV – 001 – 2010 du 26 mai 2010 portant transfert, au profit de la SARL DIRECT ENERGIE HYDRO, du règlement d'eau de l'usine hydroélectrique "Les Grands Moulins", sise sur le territoire de la commune de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le successeur prend l'engagement de respecter les clauses de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1994 ;

ARRETE

Article 1er – Cession du règlement d'eau

L'article premier « Autorisation de disposer de l'énergie » de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1994 est modifié comme suit :

"Le droit d'eau et les ouvrages afférent à l'usine hydroélectrique « Les Grands Moulins » à Lunéville sise sur la Meurthe sont transférés au bénéfice de la SARL DIRECT ENERGIE HYDRO, dont le siège social est situé, 2bis, rue Louis Armand -CS 51518- à 75725 PARIS Cedex 15". La SARL DIRECT ENERGIE HYDRO est autorisée dans les conditions du présent règlement, et pour une durée de 40 ans, à compter de la date de notification du précédent arrêté préfectoral du 25 mai 1994, à disposer de l'énergie de la rivière Meurthe pour l'exploitation de l'usine hydroélectrique « Les Grands Moulins » à Lunéville (département de Meurthe-et-Moselle) au code hydrologique A625010A, point kilométrique 954,13. La production électrique est destinée à la revente sur le réseau".

Les autres articles de l'arrêté du 25 mai 1994 restent inchangés.

Article 2 - Autres réglementations

Les obligations faites à la SARL DIRECT ENERGIE HYDRO par le présent arrêté ne sauraient exonérer celle-ci de solliciter les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres législations.

Article 3 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers, l'arrêté préfectoral sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; une copie sera affichée en mairie de Lunéville pendant au moins un mois.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux mois qui suit sa notification, dans les conditions prévues à l'article L.514-6 du Code de l'environnement.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie pour information sera adressée au :

- sous-préfet de LUNEVILLE,
- maire de la commune de LUNEVILLE,
- directeur interrégional de la navigation du Nord-Est,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Lorraine,
- chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle,
- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 26 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Service habitat***Extrait de l'arrêté HAB 2010/07 du 18 mai 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation relatives au ravalement décennal des façades des immeubles s'appliquent dans les communes suivantes : BACCARAT, LONGWY, MALZEVILLE, PONT-A-MOUSSON.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Baccarat
- Monsieur le maire de la commune de Longwy
- Monsieur le maire de la commune de Malzéville
- Monsieur le maire de la commune de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 18 mai 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES***Service aménagement durable, urbanisme, risques***Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 38113 du 1er juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILLE EN VERMOIS**

Par arrêté préfectoral n° 38113 en date du 1er juin 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la ZAC La Moussière en Vermois, sur la commune de VILLE EN VERMOIS.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 40386 du 31 mai 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BARISEY LA COTE

Par arrêté préfectoral n° 40386 en date du 31 mai 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de PTF Pour 217,8 KVA – raccordement producteur photovoltaïque SARL DE BONNE, lieu-dit « sur bonne fontaine », sur la commune de BARISEY LA COTE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42151 du 31 mai 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MANONVILLER

Par arrêté préfectoral n° 42151 en date du 31 mai 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement poste Village, rue de l'Eglise, sur la commune de MANONVILLER.

